

F E D E C H O S E S



----- Pour le fédéralisme -----

Fédéchoses - *F099*

Pour la paix, la justice et



la démocratie mondiale

Une Europe unie



pour un Monde uni

1998 - 1er Trimestre

N°99

EDITORIAL

Rhône-Alpes : carriérisme, crise de l'Etat et démocratie

A l'occasion des dernières élections régionales, une partie de la classe politique a montré à l'évidence qu'elle privilégiait son maintien ou son accession au pouvoir au mépris des valeurs qu'elle était censée représenter. L'acceptation des voix des élus du Front national pour l'élection des présidents de plusieurs régions signifie la banalisation de ses thèses, voir même leur approbation. Ce que certains ont donné à voir c'est que l'essentiel est de se faire élire, fût-ce en pactisant avec le diable.

Le Front national rassemble aujourd'hui les voix de 15 % de l'électorat sur des thèmes racistes et xénophobes, phénomène unique en Europe. Une force politique de cette importance peut effectivement servir d'appoint à tous ceux qui sont prêts à tout pour garder ou exercer le pouvoir...

Charles Millon, président du Conseil régional Rhône-Alpes, pour lequel nous avons une certaine estime du fait de ses prises de position pour une Europe à caractère fédéral, a parmi d'autres succombé au désir de conserver son poste, même avec les votes de ceux dont il prétendait (et prétend toujours) combattre les idées d'exclusion.

Les réactions vives et nombreuses, auxquelles nous nous sommes associés sont réconfortantes mais elles ne peuvent suffire.

En effet, une telle attitude de la part d'un élu, soi-disant démocrate et responsable, illustre à merveille l'état d'avancement de la crise de l'Etat-national. A ce petit jeu, rien d'étonnant à ce que la France, dernier exemple en Europe d'Etat bureaucratique et centralisé, tienne le pompon !

En France, plus que partout ailleurs en Europe, et c'est ce qui explique les pulsions fascisantes de l'électorat, les élections se réduisent aujourd'hui à une répartition de positions de pouvoir, dont le peuple se sent exclu, car le cadre politique et institutionnel ne permet plus de résoudre ses problèmes.

Dans un tel contexte tous les moyens sont bons à certains pour faire de la politique et il n'y a malheureusement rien d'étonnant à ce que, comme le procès Papon, le résultat des élections régionales nous ramène à la France de Vichy.

Il est tant que les citoyens et la partie saine de la classe politique et de la société civile se rassemblent sur le seul véritable enjeu politique qui vaille : la construction d'une Europe politique seule à même d'aborder les enjeux du XXI ème siècle.

Pour bâtir le rempart fédéral de la démocratie et vaincre le Front national il faut mobiliser les citoyens et leurs représentants à travers un processus constituant pour bâtir une Union européenne démocratique et capable d'agir.

Les événements de ces dernières semaines suffisent à convaincre que le temps presse.

Fédéchoses - Pour le fédéralisme

AVIS AUX LECTEURS

Le comité de rédaction invite tous ses lecteurs à participer activement à la diffusion et éventuellement à la rédaction, de Fédéchoses.

Vous pouvez : nous transmettre des articles, nous écrire pour nous faire part de vos impressions, de vos observations, de vos conseils...

Vous pouvez également, faire parvenir gratuitement un exemplaire de Fédéchoses à quelqu'un, pour ceci renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Fédéchoses vous remercie d'avance de vos courriers.

Composition du Comité de rédaction :

Jean-Francis Billion
Aude Bissuel
Roland Calba
Benoit Cassier
Didier Colmont
Daniel Hulas
Jean-Luc Prevel

Je désire faire recevoir à :

Nom (Majuscule) :

Prénom :

Adresse :

- le présent numéro
 Le numéro suivant
 Le numéro*

Demandé par :

* Selon les numéros disponibles.



**FEDECHOSSES-POUR LE
FEDERALISME**

Presse Fédéraliste
26, rue Sala - 69002 Lyon

Directeur de publication :
Jean-Luc PREVEL

C-E Imprimerie
5, rue Bugeaud - 69006 Lyon

Commission paritaire 56256

SOMMAIRE

• Rhône-Alpes : carriérisme, crise de l'état et démocratie	p. 1
• Lettre des fédéralistes à Charles Millon	p. 2
• CCI : Cour Criminelle Internationale	p. 2
• Congrès de l'UEF-France	p. 4
• Campagne pour une constitution européenne	p. 5
• Le fédéralisme : la réponse aux défis du XXI ^e siècle	p. 6
• L'Europe sans gouvernement : les responsabilités des partis et du Parlement européen	p. 10
• Vous avez raison Monsieur Max Gallo	p. 12
• Tache brune sur Rhône-Alpes	p. 13
• Luciano Bolis, mon grain de sable	p. 13
• «La rose blanche», quarante ans après	p. 13
• Unité de l'Europe dans ses diversités	p. 16

ABONNEMENT

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

Normal : 50 F

Militant : 100 F

soutien 500F

- Chèque à l'ordre de " Presse Fédéraliste " 26, rue Sala 69002 LYON
- C.C.P 2490 82 P LYON (N° supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS.

**Lettre
des fédéralistes
à M. Charles Millon,
Président
de la Région Rhône-Alpes**

Lyon, le 23 février 1998

Monsieur le Président,

Les fédéralistes européens de la Région Rhône-Alpes, tiennent à vous exprimer aujourd'hui leur déception.

En effet, ils avaient apprécié chez vous un ardent défenseur de la Région en tant qu'entité territoriale faisant partie de l'Europe.

Vous aviez affirmé cette position en créant des relations privilégiées avec les régions voisines du Bad-Wurtemberg, de la Lombardie et de la Catalogne.

Dernièrement vous déclariez publiquement votre attachement à une organisation fédérale de l'Europe.

Aujourd'hui, vous acceptez le soutien des ultra-nationalistes, défenseurs des seules valeurs nationales et ennemis acharnés de l'Europe.

Aujourd'hui vous acceptez, pour conserver votre poste de Président de la Région, les voix d'un parti fasciste et ainsi vous facilitez en quelque sorte son accès au pouvoir.

Qu'en sera-t-il demain de votre liberté pour diriger la Région ? Comment allez vous pouvoir poursuivre votre politique sur la base de vos déclarations de campagne électorale ? Comment allez-vous pouvoir maintenir une position ouverte sur l'Europe ?

L'histoire vous saurait gré, Monsieur le Président, de donner immédiatement votre démission, si vous ne voulez pas que les générations futures puissent, un jour, vous accuser d'avoir ouvert la voie en France et en Europe à un renouveau du nationalisme comme ce fut le cas il y a soixante ans avec les conséquences que l'on connaît et qui ont abouti à des guerres fratricides et à des exactions honteuses pour l'humanité.

Nous comptons, sur votre sens politique et l'intérêt que vous portez à la France et à l'Europe et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués mais profondément déçus.

Pour le bureau de l'UEF Rhône-Alpes
le secrétaire général

Jean-Luc Prevel

CCI

**DROITS DE
L'HOMME :
SORTIR DU
« CERCLE
DIABOLIQUE
DE
L'IMPUNITÉ »**

**Les Chefs
d'Etats de
la franco-
phonie
appuyent
la
création
d'une
Cour
criminelle
inter-
nationale.**

Une cour pénale internationale chargée de mettre un terme à l'impunité d'auteurs de génocides et de crimes de guerre a été souhaitée hier à Genève devant le Commission des droits de l'homme de l'ONU. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, rappelant que « les violations d'aujourd'hui sont les clauses des conflits de demain », a indiqué soutenir à « 100 % » la création d'une telle juridiction. Lionel Jospin qui était aussi à Genève hier, a, lui également, soutenu ce projet. Tout comme le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, qui a souhaité la fin du « cercle diabolique de l'impunité » qui permet de tuer et de torturer sans risques. Une conférence diplomatique se tiendra du 15 juin au 15 juillet à Rome pour examiner l'établissement de cette nouvelle juridiction internationale.

Du 14 au 16 novembre dernier, les chefs d'Etats et de gouvernements des pays francophones se sont rencontrés à Hanoi pour le VII^{ème} Sommet de la francophonie.

Au cours de leurs délibérations, ils ont discuté des négociations de l'ONU en vue de la création d'une Cour criminelle internationale (CCI). Ils ont reconnu que l'existence d'une telle cour contribuerait fortement à la suprématie du droit et ils ont encouragé les pays membres à participer aux réunions du Comité préparatoire de l'ONU sur ce sujet.



**MESSAGE
DE LA
PRESIDENTE
DE
L'UEF-FRANCE**

Je veux tout d'abord, en succédant à Monsieur Albert Gordiani, le remercier vivement pour tout le dévouement avec lequel il a oeuvré en vue de l'avènement d'une Europe fédérale pendant sa présidence qui a été marquée du grand succès acquis par la réunion en un seul mouvement (UEF-France) du Mouvement fédéraliste européen (MFE) et du Rassemblement pour l'Europe fédérale (REF).

J'ajoute immédiatement que je compte sur tous les membres de l'UEF pour m'aider à progresser dans cette démarche de rapprochement des différentes forces fédéralistes en France et à développer des relations soutenues avec les organisations diverses de la société civile qui manifestent depuis quelque temps une attitude active en vue d'un processus constituant pour une Europe politique.

L'avènement de l'Euro, en janvier prochain, sera crucial pour l'Europe et cependant il y aura transfert de souveraineté monétaire des États sans gouvernement politique européen. Le moment est donc particulièrement propice pour sensibiliser les citoyens, avant les élections européennes de 1999, viv-à-vis de l'urgence pour l'Europe d'un gouvernement efficace et démocratique, ce qui ne sera possible que par l'abandon de la seule méthode intergouvernementale au profit d'une assemblée constituante par laquelle les citoyens, directement ou indirectement, seront impliqués dans les choix institutionnels. Je compte donc aussi sur tous les membres de l'UEF-France, et je sais combien la tâche sera rude et prenante, pour participer à la campagne transnationale de l'UEF « Plus de démocratie pour l'Union européenne : pour une constitution fédérale de l'Union européenne. Une initiative de citoyens européens.

Faisons équipe pour que la citoyenneté européenne existe réellement un jour prochain ».

Martine Méheut

LES RAISONS D'ESPERER

Le 31 janvier 1998 s'est tenu, à la Maison de l'Europe de Lyon, le Congrès de l'UEF-France, placé sous le signe du redressement du Mouvement, avec de nouvelles raisons de militer pour notre cause. Les adhérents avaient largement répondu par leur présence, ou en étant représentés. On pouvait noter avec satisfaction la participation de jeunes, et de représentants de la Société civile et d'Associations amies dont: Laurent GREGOIRE (La Fédération), Robert TOULEMON (AFEUR), Jacques FAYETTE (Maison de l'Europe de Lyon), sans oublier le Sénateur Franck SERUSCLAT.

Le Congrès approuva l'Union entre le Mouvement Fédéraliste Européen (MFE) et le Rassemblement pour l'Europe Fédérale (REF) en un seul mouvement : l'Union pour l'Europe Fédérale, UEF-France, et adopta des statuts rénovés.

Dans son rapport politique, le Président GORDIANI dressa un tableau de la situation politique française, du manque d'engagement de la classe politique, de l'incompréhension du concept du fédéralisme. Il mit en cause la Constitution française, frein à une avancée de l'Union politique de l'Europe.

Le rapport d'activités, dense et complet, démontra le redressement du Mouvement, entrepris depuis le dernier congrès de 1996. Il mit en valeur le rapprochement des forces fédéralistes en France, impulsé à la Convention de Sceaux (1995), illustré par l'Union avec le Rassemblement pour l'Europe Fédérale (REF), lors de la "Convention pour une Europe fédérale" le 7 décembre 1996 au Sénat, et poursuivi par des actions communes dans les Régions.

La revitalisation de l'UEF est passée par une attention particulière à l'organisation régionale, avec la création de 2 nouvelles sections - Lorraine et Midi-Pyrénées et un effort en direction des jeunes. L'UEF a participé à plusieurs initiatives nationales: Dialogue National pour l'Europe, Journée de l'Europe, Sommet du contre G7 à Lyon, Année européenne contre le racisme, Forum de la Société civile avec la Fonda. De nombreuses actions ont été entreprises, tant en Ile de France qu'en Rhône Alpes où il faut souligner le succès des cycles de formation.

Michèle JOUVE, Trésorière, présenta des comptes en équilibre et une situation financière encore précaire mais saine.

La 2ème partie du Congrès fut consacrée à la Campagne transnationale de l'UEF pour une Assemblée constituante. Une introduction de Massimo MALCOVATI, membre du Comité fédéral, dressa les grandes lignes.

Le débat qui suivit permit de mieux situer l'action des Fédéralistes français dans cette campagne, destinée, après l'échec des conférences Intergouvernementales, à proposer une autre méthode associant les citoyens et leurs représentants, afin d'obtenir une Constitution européenne. Les initiatives devront être décentralisées, coordonnées, sur la base d'un document commun. Nous devons prendre en compte la dimension sociale qui fait défaut aux yeux du citoyen. La proposition de Jean ORDNER d'un "référendum permanent" sur Internet fut adoptée et confiée pour sa réalisation, à l'UEF-Europe.

En fin de journée, le Congrès procéda à l'élection de la Commission nationale, composée de 24 membres, dont 4 représentants des Régions organisées.

La motion de François POTY, pour un rapprochement des Fédéralistes par des actions communes, fut adoptée.

Le Congrès vota une résolution politique, se réjouissant du rapprochement des forces fédéralistes, se félicitant des nombreuses prises de position en faveur d'une Constitution européenne, constatant l'échec de la méthode intergouvernementale, et demandant au Parlement européen et aux parlements nationaux de l'Union Européenne et aux gouvernements d'ouvrir un processus démocratique pour élaborer une Constitution de l'Union. Enfin, cette motion invite tous les citoyens et organisations de la Société civile à se joindre à cette grande initiative.

La Commission nationale du 28 février procéda à l'élection du Bureau de l'UEF France :

Présidente :	Martine MEHEUT
Secrétaire général :	Daniel HULAS
Trésorerie :	Michèle JOUVE
Responsable journal :	Rudolf HAMMERL
Actions jeunes :	Luc PLANTIER
Membres :	Jean-Pierre GOUZY Bruno BOISSIERE

Un document complet sur le Congrès peut être demandé au Secrétariat national 12, rue du Président Carnot 69002 LYON, contre 9 francs en timbres.

Daniel HULAS

UEF

Campagne pour une Constitution européenne

Un million de signatures jusqu'aux élections européennes

Quelques semaines avant la décision sur la monnaie unique, l'Union des fédéralistes européens (UEF) a décidé avec les Jeunes européens fédéralistes (JEF) d'initier une campagne « Pour une Constitution européenne ».

Jo Lienen, Président de l'UEF, a déclaré que « la monnaie européenne commune nécessite un gouvernement commun dans l'Union européenne ».

L'introduction de l'Euro a pour conséquence que beaucoup de politiques (économique, fiscale, commerciale, extérieure...) doivent être harmonisées.

Dans ce contexte, le moment est venu de donner à l'intégration européenne une nouvelle légitimation. L'Union européenne ne peut plus longtemps se baser sur des traités entre gouvernements, mais doit être fondée sur une constitution approuvée par les citoyens et leurs représentants élus.

La méthode diplomatique de l'intégration européenne doit désormais être remplacée par une méthode démocratique.

Le but de la campagne est « d'ouvrir un processus démocratique d'élaboration d'une constitution fédérale de l'Union européenne impliquant tous les citoyens de l'Union européenne et leurs représentants élus ».

Dans les prochains mois, partout en Europe, se créeront des « Comités d'action » aux niveaux local, régional, national et européen. L'UEF et les JEF invitent toutes les associations et organisations, les partis politiques et les institutions à s'associer à la campagne pour une Constitution européenne.

La première étape de la campagne ira jusqu'aux élections pour le Parlement européen, le 13 juin 1999. Les organisateurs veulent récolter un million de signatures pour l'élaboration de la constitution européenne. La campagne comprendra différents types d'action (auditions publiques, débats, conférences, actions de rue...).

A l'occasion du lancement officiel de la campagne transnationale, sous le titre « Plus de démocratie pour l'Union européenne - Pour une Constitution fédérale de l'UE », l'UEF internationale a organisé en collaboration avec la JEF-Europe une grande réunion le 16 mars au Parlement européen à Bruxelles. Elle a été l'occasion de débattre de la méthode démocratique à suivre au-delà du Traité d'Amsterdam et du réalisme de la méthode constituante pour permettre à l'Europe de relever les défis du tournant du siècle.

Une nouvelle action est prévue le 1^{er} mai dans la même ville pendant le Sommet spécial des Chefs d'Etats et de gouvernements pour la décision sur l'Euro sous le slogan « Monnaie commune, gouvernement commun ».

Bruno Boissière

Pour une Union européenne démocratique

Pour une Constitution européenne

- L'Union européenne a été créée pour assurer paix, sécurité et prospérité à ses citoyens. Elle a à son actif un acquis considérable. Elle s'apprête à créer une monnaie unique et à s'élargir de nouveau. Mais ses résultats sont loin de ce que l'on était fondé à espérer.
- Les Etats européens ne peuvent plus répondre aux défis auxquels ils sont confrontés : chômage, élargissement de l'Union européenne, gestion de l'économie européenne après l'Euro, criminalité internationale et terrorisme, pollution transfrontalière, globalisation, paix et sécurité. Ensemble au sein de l'Union, beaucoup plus peut être réalisé, à la fois pour ses citoyens actuels et pour les Européens qui attendent l'adhésion. Mais l'Union a besoin d'une réforme radicale.
- L'Union doit être fondée sur les principes de la démocratie et de l'Etat de droit. Actuellement ses procédures sont obscures et éloignées des citoyens. Les représentants élus au Parlement européen restent exclus de nombreuses décisions importantes. La méthode diplomatique d'intégration doit être remplacée par la méthode démocratique.
- Les citoyens doivent affirmer leur droit de décider comment l'Union doit être gouvernée. Les lois de l'Union doivent toutes être approuvées par le Parlement aussi bien que par le Conseil. Le veto au sein du Conseil doit être aboli. La Commission doit être transformée en gouvernement responsable démocratiquement. La Constitution doit garantir les droits fondamentaux de tous dans l'Union européenne.
- La souveraineté appartient aux citoyens qui ont le droit de confier les tâches du gouvernement aux institutions qui peuvent le mieux les exercer, au niveau local, régional, national ou européen. Les citoyens européens ont besoin d'une Union disposant d'institutions capables d'accomplir ce qui dépasse les possibilités des Etats agissant isolément.

Je demande aux gouvernements et aux parlements de l'Union européenne, ainsi qu'au Parlement européen :
⇒ d'ouvrir un processus démocratique d'élaboration d'une constitution fédérale de l'Union européenne,
⇒ impliquant tous les citoyens de l'Union européenne et leurs représentants élus.

J'invite tous les citoyens, toutes les organisations, ainsi que les partis, responsables et autorités politiques au niveau local, régional, national et européen, à se joindre à cette grande initiative démocratique.

DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE
DE L'UNION DES FEDERALISTES EUROPEENS ET DES FEDERALISTES MONDIAUX,
REUNIE A MONTREUX LE VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1997,
A L'OCCASION DU CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DES CONGRES DE MONTREUX (1947)
JO LEINEN, PRESIDENT DE L'U.E.F. A PRONONCE L'ALLOCUTION SUIVANTE :

LE FEDERALISME : LA REPOSE AUX DEFIS DU XXI^{ème} SIECLE

Le cinquantenaire de l'UEF représente l'occasion rêvée de faire un bilan, mais également de s'interroger sur les perspectives qui s'ouvrent au fédéralisme. Qu'avons-nous accompli au cours des cinquante dernières années et quelle orientation imprimer à notre action au cours des prochaines années, afin de concrétiser nos idées et idéaux fédéralistes ? Telles sont les questions qui se posent à nous à l'occasion de cette fête, aujourd'hui, à Montreux.

Le fédéralisme s'est révélé être un principe extraordinaire permettant de satisfaire tant les besoins des individus que ceux de communautés tout entières. Aucun autre principe d'organisation n'est à même de garantir dans de telles proportions la liberté et la démocratie, mais aussi la solidarité et la justice. Au cours de ce siècle, le fédéralisme s'est révélé être la forme d'organisation la plus efficace.

S'il est indéniable que le libéralisme peut se prévaloir de grandes réalisations et a abouti à un déploiement de forces économiques à l'échelle mondiale, il pêche par sa vision étroite de la liberté et par son manque de solidarité. Les sociétés libérales sont caractérisées par un fossé important entre riche et pauvre, moderne et ancien, développé et sous-développé.

Par opposition au libéralisme, le communisme, autre grand phénomène de ce siècle, est tombé dans l'autre extrême. Il a placé la collectivité au-dessus de l'individu, compromettant ainsi l'épanouissement des individus et mettant la démocratie en péril.

Certes, le fédéralisme ne peut pas non plus se targuer d'être parfait : aucune création de l'homme en ce monde n'est parfaite. Le

fédéralisme est également aux prises avec des problèmes qui demandent des solutions. Quiconque regarde autour de lui sera néanmoins bien obligé d'admettre que les Etats dotés d'une organisation fédérale appartiennent aux sociétés les plus libres, les plus démocratiques et les plus prospères du globe.

Depuis toujours, la Suisse est un exemple, tant pour l'Europe que pour le reste du monde, de réussite en matière de fédéralisme. Dès lors, ce n'est pas un hasard si le Congrès de fondation de l'Union des fédéralistes européens s'est déroulé dans ce pays. La société suisse se caractérise par son multilinguisme et son multiculturalisme. Dans d'autres pays, cette diversité mène très souvent à des obstacles infranchissables, voire à des tendances séparatistes. Le fédéralisme à la suisse a permis de transformer ces contrastes en de multiples synergies. En dépit des problèmes auxquels la Suisse est également confrontée à l'heure actuelle, on peut continuer à citer ce pays en exemple, à l'heure où des questions surgissent dans de nombreuses parties d'Europe et du monde sur ce qu'est le fédéralisme et comment il fonctionne.

Ce n'est pas par hasard si la Suisse a été le point de départ du mouvement fédéraliste des temps modernes. C'est ici que l'Europa-Union a été créée en 1934. En 1935, l'Europa-Union de Suisse, pressentant les tragédies qu'allait occasionner le nationalisme, a mené une campagne contre l'armement et ses ravages.

A l'époque, le mouvement fédéraliste était déjà l'avant-garde politique, défendant l'idée d'une coexistence pacifique entre les peuples. Comme nous le savons tous, cet élan n'a pas suffi à éviter la deuxième guerre mondiale. Les fédéralistes de nombreux pays s'étaient déjà mis à l'ouvrage pendant la guerre pour élaborer

des concepts d'un nouvel ordre politique en Europe. Je me souviens notamment du manifeste européen de Ventotene d'Ernesto Rossi et Altiero Spinelli, du groupe "Libérer et fédérer" d'Alexandre Marc, de 1942, et du programme en faveur de la paix de l'Union fédérale, de 1943, qui décrit les conditions, les compétences et les organes d'une Fédération européenne.

L'Union des fédéralistes européens et le Mouvement fédéraliste mondial ont une origine commune. Nous avons un objectif commun, celui de remplacer la vieille méthode du conflit guerrier par une nouvelle approche de concurrence pacifique entre les individus et les peuples. Je me réjouis de voir que nous avons pu fêter le jubilé des cinquante ans de l'UEF avec nos amis du Mouvement fédéraliste mondial. Il existe une répartition des tâches entre les deux mouvements, sans perdre de vue les objectifs communs. L'Organisation des Nations unies est à l'échelle mondiale ce que l'Union européenne est au niveau européen.

Pour un grand nombre de personnes, l'élargissement des deux institutions renferme l'espoir que la collaboration entre les peuples s'organise de façon constructive et productive. Le premier Congrès de l'UEF, qui s'est déroulé à Montreux, était intitulé "Une Europe unie dans un monde uni". Si vous lisez le rapport de ce Congrès, vous serez étonné, cinquante ans après, de la perspicacité et de la pertinence avec lesquelles l'évolution de l'Europe et du monde est décrite. La philosophie fédéraliste a été principalement inspirée par Denis de Rougemont, grand penseur suisse, Alexandre Marc, secrétaire général de l'ancienne UEF et par Henri Brugmans, premier président de l'UEF.

Au cours des cinquante dernières années, les fédéralistes européens ont connu un certain nombre de déceptions et de revers. Dans les années d'après-guerre, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer l'instauration d'une union politique en Europe.

Le discours prononcé par Churchill à Zürich sur les "Etats-Unis d'Europe" ainsi que le grand Congrès européen du Mouvement européen de La Haye avaient fait naître de grands espoirs de création d'une communauté

politique dotée d'institutions fédérales. Malheureusement, un certain nombre de gouvernements et de représentations nationales n'étaient pas prêts à renoncer à leur souveraineté.

La première grande déception remonte à 1949, lorsqu'il s'est avéré impossible de faire du Conseil de l'Europe une autorité politique supranationale, à la suite de quoi Paul-Henri Spaak a démissionné de son poste de président du Conseil de l'Europe, parce qu'il ne voulait plus incarner la politique détachée et timorée de l'Assemblée.

La deuxième déception date de 1954, avec le rejet par l'Assemblée Nationale française de la Communauté européenne de défense (CED). Cet échec fermait pour la première fois la porte à une union politique.

Les années qui ont suivi comptent parmi les plus difficiles dans l'histoire de l'UEF. Certaines des personnes présentes dans cette salle se souviendront des dissensions entre les fédéralistes de l'époque sur la question de la stratégie politique à mener. Si le Congrès de l'UEF de 1954 avait entériné les principes de la Fédération européenne, de l'assemblée constituante et du référendum, le Congrès de l'UEF de 1955, en revanche, n'a pas vu d'entente entre les constitutionnalistes d'Altiero Spinelli et les fonctionnalistes de Jean Monnet. En conséquence, l'UEF a été scindée en 1956. Des amitiés ont pris fin. Cette situation a perduré jusqu'en 1973, date à laquelle l'UEF a été réunifiée lors de son Congrès de Bruxelles avec le slogan "L'Union des fédéralistes européens réunifiée lutte pour la démocratie en Europe".

Dans les années cinquante, tous les fédéralistes n'ont pas pu s'accommoder de la méthode fonctionnaliste, qui consiste à réaliser l'unification européenne par le biais de la politique économique. On peut constater aujourd'hui que l'unification européenne constitue la plus grande réussite de ce siècle sur notre continent. Les traités de Rome de 1957 ont déclenché un processus dont on ne peut plus enrayer la progression, malgré le grand nombre de crises et de blocages. Ce processus étant dynamique, l'espoir de voir se créer une union politique en Europe n'est pas vain.

L'unification européenne a déjà offert aux 350 millions de personnes que compte l'Union européenne la paix et la liberté. Pendant un millénaire, les peuples se sont livrés à des guerres. Au cours de ces siècles, c'est la loi du plus fort, et non la justice, qui l'emportait toujours. Jamais d'anciens ennemis n'ont autant collaboré qu'au cours des cinq dernières décennies. Il est inimaginable qu'une guerre éclate entre des pays de l'Union européenne. La vision du philosophe Emmanuel Kant d'une paix éternelle est en tout cas devenu un acquis concret pour les quinze Etats membres de l'Union européenne.

La communauté économique européenne devait apporter aux individus, outre la paix et la liberté, le bien-être et la stabilité. Ces objectifs ont également été atteints dans des proportions étonnantes. L'Union européenne est située dans la partie du globe où la qualité de vie et le niveau de vie sont les plus élevés.

La configuration de l'économie à l'échelon international a conduit à la création d'un nombre croissant de secteurs de coopération et d'intégration. Aux yeux de certaines forces à orientation nationale, une union douanière commune constituait certainement le summum en matière d'intégration. Mais ces forces ont négligé un point essentiel : la création d'un grand espace économique met en jeu un grand nombre d'autres secteurs de la société et il n'est pas possible de les dissocier sans entraîner de conséquences néfastes. L'union douanière a logiquement fait place au marché intérieur et le marché unique européen cède désormais la sienne à l'Union monétaire. L'Union monétaire va de pair avec une Union économique. Et l'Union économique et monétaire rend également indispensable une union dans les domaines du social et de l'environnement.

L'introduction de l'euro sera à l'origine de nombreux changements. Une politique monétaire commune nécessite une politique économique commune, une politique fiscale commune, et bien d'autres encore. Les fédéralistes de tous les pays doivent résolument mettre à profit les six mois qui leur restent afin que les chefs d'Etat et de gouvernement décident effectivement d'introduire l'euro en mai 1998. Nous devons, par la pertinence de nos arguments, contrer à tous les niveaux les nombreux sceptiques et

adversaires de l'Union monétaire. L'euro fait naître chez de nombreuses personnes la question de la légitimité de l'intégration européenne. Après l'introduction de la monnaie unique, la politique européenne doit quitter la sphère diplomatique pour se tourner vers les citoyens. Les étapes ultérieures de l'intégration européenne ne peuvent être un succès que si ce projet est soustrait aux gouvernements et remis entre les mains de la population et de ses représentants.

L'Union des fédéralistes européens a toujours été à l'avant-garde et, avec ses revendications, a toujours eu quelques années d'avance sur son temps. Que ce soit pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, l'abolition des contrôles aux frontières ou l'introduction de la monnaie unique, ce sont les organisations affiliées de l'UEF qui ont donné l'impulsion nécessaire à ces grands projets européens et en ont pris l'initiative.

L'exigence d'une constitution européenne était déjà apparue lors du deuxième Congrès de l'UE, à Rome, en 1948. Le Congrès de 1959 de l'UEF, qui s'est tenu à Aix-la-Chapelle, s'était clôturé par un appel à la création d'une assemblée constituante. Ce principe fondamental a à nouveau été évoqué lors du Congrès de l'UEF, de mai 1997, à Vienne. Nous lançons une campagne pour l'élaboration d'une constitution européenne et annonçons ainsi une nouvelle étape dans la politique fédérale européenne. Cette idée s'imposera elle aussi à la longue. Si nous réussissons à susciter un vaste débat public et à exercer la pression publique nécessaire, nous obtiendrons dans quelques années une véritable constitution européenne. L'époque est propice au lancement de cette campagne. Il n'est pas concevable que l'introduction de l'euro mette un terme au Projet européen 1999. Au contraire, les gens ont besoin, à présent, que l'on fixe clairement des objectifs pour l'avenir de l'intégration européenne. A défaut, aucun consensus ne régnera dans la société et aucune motivation n'animera les acteurs politiques.

La mondialisation de l'économie a fini par permettre de réaliser l'unification européenne. Dans un proche avenir, la mondialisation des marchés économiques et financiers mettra également en place un système de définition de politiques globales.

Les moyens de communication et de transport modernes ont donné à l'économie une dimension non pas continentale, mais mondiale. Outre les multinationales, les activités de franges non négligeables des moyennes entreprises s'effectuent également hors des frontières de l'Etat national. A l'image de l'économie, les marchés financiers se mondialisent et, sous peu, les marchés du travail connaîtront aussi, de plus en plus, une mobilité transfrontalière.

Mais la fascination qu'exerce cette mondialisation ne peut faire oublier les côtés négatifs qu'elle comporte. Il n'existe pas d'ordre satisfaisant à l'échelon international. Le principe sous-jacent reste la loi du plus fort. Les aspects démocratiques, sociaux et écologiques ne se voient absolument pas accorder l'attention qu'ils méritent. Il devient de plus en plus manifeste que le marché économique mondial réclame également un cadre politique mondial. En concertation avec nos amis du Mouvement fédéraliste mondial, notre mission est d'instaurer une gestion globale, une véritable politique intérieure à l'échelle mondiale.

Les conférences des Nations unies sur l'environnement, la politique sociale, l'évolution démographique et la politique urbaine, constituent des premiers pas en vue d'imposer certains principes à la société dans son ensemble. Les conventions des Nations unies contraignent les Etats nationaux à poursuivre des objectifs communs et, sous cet angle, limitent également la souveraineté nationale. Cela présente d'énormes difficultés, comme le montre très bien le processus ardu d'adoption d'une convention de l'ONU sur la protection du climat mondial.

Le processus chaotique et désordonné de la mondialisation fait naître la peur et des doutes chez un grand nombre de personnes. Le fait de se réfugier dans l'intégrisme ou le nationalisme constitue une réaction que l'on peut observer dans toutes les parties du monde.

Mais cette mondialisation provoque également des réactions positives. Il est en effet intéressant de constater que la mondialisation, d'une part, mène à une régionalisation, d'autre part. Ces deux processus constituent un creuset pour le débat fédéraliste.

Les gens recherchent des endroits auxquels ils peuvent s'identifier et qui leur sont familiers. La patrie ainsi que les régions revêtent une importance de plus en plus grande aux yeux d'un grand nombre de personnes. On peut observer dans toute l'Europe un processus de régionalisation et de fédéralisation.

Le traité de Maastricht a créé un nouvel organe européen : le Comité des régions. Depuis 1994, 222 représentants des régions ont leur mot à dire sur la politique européenne. Outre les niveaux européen et national, le niveau régional est devenu une plate-forme importante pour coaliser les intérêts des citoyens, mais aussi les tenir au courant de la politique européenne.

Dans un grand nombre de pays d'Europe s'est déroulé un processus de régionalisation, par exemple en Espagne, en Italie, en Belgique, en Suède, ainsi que – qui l'eût cru ? – en Grande-Bretagne. Les référendums qui ont eu lieu en Ecosse et au Pays de Galles montrent clairement que les habitants souhaitent que leur culture et leur région bénéficient d'une plus grande autonomie. Pour la première fois dans son histoire, la Grande-Bretagne aura besoin d'une constitution, étant donné que la relation entre région et Etat central ne peut pas être réglée par une législation au cas par cas mais uniquement par un document constitutionnel délimitant les compétences de chacun. La réticence qui existait outre-Manche à l'égard d'une constitution européenne sera dès lors également écartée.

Il est époustoufflant de constater à quelle allure le processus de fédéralisation et de régionalisation progresse dans les pays d'Europe centrale et orientale. Même la grande Russie se fonde sur la force de ses régions et la Pologne a introduit une vieille tradition de ses régions dans sa nouvelle constitution.

Si le fédéralisme s'impose partout dans le monde moderne, c'est pour une raison toute simple. La méthode fédéraliste constitue une réponse efficace à une société complexe voire compliquée. Si l'Etat n'avait qu'une mission de surveillance, il pourrait être dirigé par des organes centraux. La police, l'armée et le fisc peuvent être organisés de façon centralisée. L'Etat providence, dans sa forme actuelle, c'est-à-dire avec des services du berceau au

tombeau, n'est plus efficace à un niveau central et n'est pas non plus proche du citoyen. La décentralisation constitue la forme d'organisation et de gestion la plus efficace pour les crèches, les écoles, les hôpitaux, les homes pour personnes âgées et bien d'autres services publics.

La décentralisation et la fédéralisation offrent également l'occasion de préserver la diversité culturelle en Europe. Le fédéralisme est une recette contre le séparatisme. Partout où la culture est négligée par l'Etat central, il se crée des mouvements extrémistes en faveur du tribalisme et du séparatisme. Il ne faut pas surestimer le travail du Conseil de l'Europe en la matière. La "Charte de l'autonomie régionale" ainsi que les principes de l'autonomie culturelle des minorités revêtent une grande importance pour une évolution pacifique, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le fédéralisme est également en marche dans cette partie d'Europe.

Si le XIXe siècle était le siècle du libéralisme et le XXe siècle celui du socialisme, le XXIe siècle sera celui du fédéralisme. Tant le processus de mondialisation que de régionalisation contient en germe la fédéralisation. Il y a de fortes chances que les idées de Proudhon remplacent les concepts d'Adam Smith et de Karl Marx et créent une meilleure base pour la coexistence des individus.

Aujourd'hui à Montreux, l'Union des fédéralistes européens et le Mouvement fédéraliste mondial fêtent une étape intermédiaire pour leurs deux mouvements. Le bilan des cinquante dernières années est positif. Néanmoins, les deux organisations ne peuvent se satisfaire de l'état actuel de l'Europe et du monde. De grands efforts sont encore nécessaires si nous voulons réaliser nos idéaux fédéralistes. Je souhaite à toutes les personnes réunies ici d'avoir l'énergie et la persévérance nécessaires. L'avènement du fédéralisme en Europe et dans le monde est le grand espoir qui nous lie tous.

L'Europe sans gouvernement La responsabilité des partis et du Parlement européen

Les gouvernements européens ont conduit l'Europe au seuil de la Fédération. La Banque Centrale européenne est une institution fédérale, le Parlement européen aussi, depuis qu'il est élu au suffrage universel. Et pourtant l'Europe n'est pas une fédération. L'Europe des citoyens n'existe pas puisqu'il n'existe pas encore de gouvernement démocratique européen.

Toutefois, la responsabilité de cet état de choses ne dépend pas seulement des gouvernements. L'Europe manque d'âme puisque le peuple européen ne peut pas s'exprimer. Ses représentants au sein du Parlement européen attendent que la démocratie européenne se construise ailleurs. Le Parlement européen a été élu au suffrage universel depuis 1979, mais les partis politiques n'ont donné aucune impulsion à la construction européenne. Il n'y a qu'en 1984, grâce à l'initiative d'Altiero Spinelli et au soutien populaire que le Parlement européen a adopté un Traité-Constitution qui aurait pu instituer un véritable gouvernement européen. Le projet d'Union fédérale a été contesté par Madame Thatcher. Depuis, le Parlement européen n'a plus fait entendre sa voix. Le débat sur le Traité d'Amsterdam a confirmé une fois de plus son immobilisme. C'est un Parlement fantôme.

Il ne s'agit pas d'un des nombreux scandales de la vie politique européenne. C'est l'avenir de la démocratie européenne qui est en jeu. Le projet d'Union monétaire pourrait échouer. Cette possibilité existe et se manifestera si la monnaie européenne continue à être présentée comme un simple choix d'intérêt économique. La monnaie n'est pas une fin, mais l'instrument de la politique économique d'un gouvernement. Si le gouvernement n'existe pas, l'Europe ira à la dérive.

Un gouvernement européen est nécessaire pour vaincre le défi du chômage, du développement et de la mondialisation. La différence entre l'Europe et les Etats-Unis ne consiste pas dans la différence de flexibilité du marché du travail. La véritable différence se situe dans le fait que les Etats-Unis ont un gouvernement fédéral capable de diriger la politique économique, de stimuler l'industrie de pointe, de défendre les intérêts américains dans le monde et d'intervenir, comme ultime instance quand la stabilité de l'économie mondiale est en péril. Les gouvernements et les partis, en Europe, se renferment dans l'illusion qu'il est suffisant de coordonner les économies nationales. Pourtant, personne ne proposerait comme base d'une politique nationale, une addition de plans régionaux. Mais ce qui serait considéré comme n'ayant aucun sens au plan national passe pour raisonnable au niveau européen. Le principe de subsidiarité devrait au contraire suggérer que les pouvoirs et les compétences qui ne sont plus gérées efficacement au niveau national soient confiés au niveau européen. Aujourd'hui, sans un plan européen pour l'emploi et le développement, l'économie européenne est à la dérive.

Un gouvernement européen est nécessaire pour que l'Europe fasse entendre sa voix dans le monde. La politique extérieure et de défense n'a jamais dépassé le stade des déclarations diplomatiques, rhétoriques et sans conséquences puisque l'Europe ne s'est pas dotée d'instruments d'action adaptés. L'Eurocorps en est encore au stade expérimental. A qui s'adresseront les militaires de l'Eurocorps en mission ? Et qui prendra la responsabilité politique de son intervention ? Ces questions restent sans réponse, tant qu'il n'existera pas un gouvernement démocratique européen. Le temps presse. Bientôt, avec la création de la monnaie européenne, l'Europe sera contrainte de faire des choix décisifs pour la construction d'un nouvel ordre mondial. L'euro, de facto, représentera un défi au dollar, quelles que soient les intentions de l'Europe. Il est donc nécessaire d'affronter sur de nouvelles bases, les rapports avec les Etats-Unis qui accepteraient un « equal partnership » européen à condition que l'Europe sache assumer ses responsabilités, en premier lieu, dans les espaces régionaux limitrophes. Avec l'élargissement à l'Est, les problèmes les plus dramatiques de l'Europe centrale et orientale semblent avoir trouvé une solution.

La Méditerranée reste déchirée et ensanglantée par mille contradictions. L'absence d'un pouvoir européen est évident. En Bosnie, dans le Kurdistan, à Chypre, dans le Moyen-Orient et en Algérie, l'Europe est toujours intervenue tardivement et mal, quand la situation était déjà dégradée. C'est une honte que les Etats-Unis doivent continuellement secourir une Europe incapable d'agir. Dans la Méditerranée, les USA ne peuvent faire autre chose que contenir et limiter les crises.

L'Europe peut offrir une véritable alternative. La Méditerranée peut devenir une mer pacifique à condition que l'Union européenne s'engage à faire ce que les Etats-Unis ont fait avec l'Europe dans l'immédiat après-guerre : un plan Marshall pour assurer à tous les peuples riverains un avenir de démocratie et de coopération pacifique. Sans cet espoir, la démocratie ne peut pas s'affirmer. Un gouvernement européen peut construire un avenir de paix, mais pas une pléthore de gouvernements nationaux.

Un gouvernement européen est nécessaire et urgent. En Europe, on en parle. Toutefois, les citoyens ne s'y trompent pas quand ils affirment que le gouvernement européen, c'est le Conseil des Ministres. En 1973, Jean Monnet proposait la création du Conseil européen seulement comme un « gouvernement européen provisoire » qui aurait dû être remplacé par un véritable gouvernement démocratique européen dès l'élection du Parlement européen au suffrage universel, une fois que les réformes institutionnelles urgentes auraient été réalisées. Le Conseil des ministres qui est passé de 6 à 12 Etats, puis à 15 et qui est destiné à s'élargir à 26 ne peut plus prétendre se transformer en exécutif de l'Union. Aujourd'hui, le moment est venu de transformer le Conseil des

Ministres en Chambre des Etats de l'Union et de reconnaître à la Commission les pleins pouvoirs exécutifs.

L'Europe des citoyens ne peut naître sans un engagement actif des représentants des citoyens européens. Le Parlement européen a les pouvoirs suffisants pour faire entendre sa voix. L'élection européenne de juin 1999 sera l'occasion d'un débat décisif sur l'avenir de l'Europe, à condition que les partis européens s'engagent dans leurs programmes électoraux, face à leurs électeurs, à faire du nouveau Parlement, un Parlement constituant. Cet objectif est possible : les citoyens européens le demandent.

Article de l'*Unità europea* (Milan)
traduit de l'italien par Albert M. Gordiani

VOUS AVEZ RAISON. MONSIEUR MAX GALLO

- Tiens ! Vous lisez Maurras ?

- Maurras ?

- J'avais cru... Alors, c'est Le Pen.

- Vous n'y êtes pas, vraiment pas... C'est...

- Je donne ma langue au chat. C'est... ?

- Max Gallo... Un obsédé de l'unité républicaine, de cette unité qui, à l'en croire, serait constamment menacée, de l'extérieur, de l'intérieur, d'en haut, d'en bas, de partout... Un « historien » qui ne sait toujours pas que la France est tricotée depuis belle lurette et que personne ne rêve de la démailler. Un Quichotte ferrailant de la plume contre de vieilles outres qu'il prend pour des sacs d'euros...

Campé sur la ligne bleue des Vosges, il scrute les lointains brumeux et germaniques d'où vont surgir, marchant au pas de l'oie, coiffées du casque à pointe, les hordes qu'il anéantira avec des obus de soixante quinze...

Ironie, mal, très mal placée puisque Max Gallo a raison. Plus futé que vous ne le croyez. La preuve ? Lisez donc cet article du *Monde* (11 février 1998), « La Corse n'est qu'un symptôme » : « qui ne voit, qui ne sait... que la logique européenne conduit explicitement à une Europe fédérale des régions ? Que restera-t-il, dès lors, d'une nation dépourvue de souveraineté ? »

Max Gallo ne se demande pas, ça ne lui vient même pas à l'esprit, qui l'a pourvue de souveraineté, cette nation. De quelle manière ? Et pour quoi faire ? Quels desseins, quels intérêts cela servait-il ? Est-ce que cela peut encore être un instrument utile à des hommes vivant sur ce territoire, leur garantir la paix, leur assurer du travail, leur permettre une vie décente, leur faciliter l'accès à la culture et le bonheur d'en jouir ?

Pensez donc ! Ce qui compte, c'est la « cohérence de la nation ». La cohérence ? De quoi est-elle la garante ? Dites-le nous Max Gallo, et peut-être convaincrez-vous. Mais si cette *cohérence* n'est que ce que vous exprimez, « fierté d'une histoire commune, d'une langue commune, d'une exception partagée », non merci ! Nous ne tenons pas à être des exceptions, les derniers ours des Pyrénées, les derniers tenants d'une Petite Eglise, les derniers jacobins en bonnet phrygien...

Citoyens du monde, c'est ce à quoi nous aspirons, citoyens d'un monde uni dont la lointaine, trop lointaine réalisation passe d'abord par la consolidation de l'unité de l'Europe. Nous ne nous reconnaissons pas derrière des frontières dites si improprement naturelles. Quant à la langue, quant à l'histoire, expliquez-nous, Max Gallo, ce que veut dire *commune*. Le régiment de Sambre-et-Meuse, de quelle histoire commune relève-t-il ? Commune à la « nation belge » et à la française ? Et, remontons le temps, la croisade contre Paratge, de quelle histoire commune relève-t-elle ? Pillages, exactions, crimes, et... mais oui, génocide. La langue commune ? Paris, Perpignan, Barcelone, quelle commune « nation » ?

L'unité, ce n'est pas être comprimé dans un corset, embastillé dans des frontières. L'unité, il n'en est pas au monde qu'un seul modèle. D'autres exemples existent, il n'est d'ailleurs pas interdit d'en concevoir de nouveaux. Oui, l'Etat nation a fait son temps, l'Etat-nation « de Papa », Un temps qui a eu ses grandeurs, ses faiblesses, son utilité, ses indignités. Un système qui a séduit, fait des adeptes, été imité mais jamais égalé ; on a même cru, en France -mais guère ailleurs- que c'était là le *nec plus ultra* de tous les systèmes possibles. Aujourd'hui, on ne le copie plus, il arrive aussi qu'on le vilipende, et plus que de raison. Laissons-le trouver sa place dans l'Histoire, et n'oublions pas qu'il est partie intégrante de notre histoire. Mais, au nom d'un passé, si glorieux qu'il ait pu être, devons nous toujours encenser les mêmes idoles, vénérer les mêmes symboles, exalter les mêmes vertus martiales ?

Oui, nous voulons l'Europe fédérale. L'Europe des régions ? Et si ce que Max Gallo appelle des régions, était en fait ce que d'autres appellent des nations ?

L'unité, les fédéralistes la veulent, mais pas étriquée, *plurielle*. Et qu'il n'en soit pas décidé, arbitrairement, en haut lieu, à Paris, à Bruxelles ou au Monomotapa, de ce qui doit être uni, de ce qu'est l'unité. C'est aux citoyens d'en décider. Pas à Max Gallo, pas à Jean-Pierre Chevènement.

En 1891, dans le *Mercure*, Rémy de Courmont écrit un article qui fit beaucoup de bruit. Il avait pour titre « Le Joujou patriotisme ». J'en conseille vivement la lecture à Max Gallo.

Peut-être cela l'aiderait-il à comprendre pourquoi on a le droit de n'être pas « patriote » à sa manière. De surcroît, cela pourrait aussi l'aider à accepter que l'on ne puisse que le féliciter d'avoir écrit, lucidement, que « la Corse n'est qu'un symptôme ».

« TACHE BRUNE » SUR RHONE-ALPES

Alors même que M. Charles Millon s'efforce de sauver son siège de président de région grâce à une alliance plus ou moins (in)formelle avec le Front national, deux événements viennent de se dérouler à Lyon. Ils nous permettent de rappeler le sens de notre combat pour le fédéralisme, qui puise sa raison d'être dans le refus du nationalisme et de la guerre, et, par voie de conséquence, du fascisme considéré comme stade ultime du nationalisme.

- L'exposition sur le groupe de jeunes résistants allemands de la « Rose blanche » qui s'est déroulée au Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation. A cette occasion nous reproduisons l'étude consacrée à ce groupe par la revue *Le Fédéraliste* en 1986.
- La publication par une jeune maison d'édition lyonnaise du livre de notre ami Luciano Bolis, *Mon grain de sable*, que nous présentons brièvement ci-contre.

Luciano Bolis Mon grain de sable

éd. La fosse aux ours,
Lyon, 1997, 107 pages, 95 francs

« Gênes, février 1945, Luciano Bolis, un des responsables de la résistance génoise, est arrêté par les fascistes. Sauvagement torturé, il se tranche avec une lame de rasoir les veines du poignet puis la gorge, afin de ne pas donner ses camarades. Ses bourreaux lui refusent cette délivrance et le conduisent, mourant, à l'hôpital. A la libération, Bolis rédige un compte rendu quasi clinique des instants terrifiants qu'il vient de vivre ».

Parallèlement à la première édition française de ce témoignage, constamment réédité en Italie depuis 1946, le 7 février 1998, Gênes, a commémoré la mémoire de Luciano Bolis, « héros de la Résistance et patriote européen », décédé en 1993 après une vie au service de l'antifascisme et du fédéralisme européen.

Une action qu'il a décidé de prolonger grâce à la Fondation qui porte son nom et à laquelle il a donné les moyens financiers de poursuivre son combat.

« La Rose blanche », quarante ans après

Il existe trois bonnes raisons pour inciter, les jeunes générations surtout, à une nouvelle lecture de *Die Weisse Rose*, de Inge Scholl (éd. Fischer Bucherei KG, Frankfurt a.m. & Hambourg, 1957 - trad. fr. La Rose blanche, les Editions de minuit, Paris, 1955), la soeur de Hans et Sophie, deux des principaux représentants du groupe de ce nom qui, du printemps 1942 au mois de février 1943, alimenta au sein des universités allemandes une opposition à la fois morale et politique au régime nazi. Leur action fut l'épisode le plus généreux, le plus noble et le plus lumineux de la Résistance allemande : « un faible rayon de lumière à l'heure la plus sombre », c'est ainsi que l'a qualifié Theodor Heuss.

Première de ces raisons : la gigantesque oeuvre d'oubli collectif, voulue par les Alliés eux-mêmes, qui dans l'immédiat après-guerre tomba sur l'histoire de l'Allemagne nazie et à plus forte raison sur la Résistance allemande. Par conséquent il est plus que jamais nécessaire de redécouvrir ce passé terrifiant (et ses nobles épisodes).

La seconde raison est que « la Rose blanche » mit aussi en évidence les racines européistes et fédéralistes de la Résistance, des racines que la restauration des Etats nationaux après la chute du nazisme et du fascisme occulta, principalement dans l'expérience des autres pays européens.

La troisième raison tient à l'exemple éclatant d'héroïsme et au dévouement absolu à leur idéal que ces jeunes étudiants surent transmettre à travers leur action. Après plus de quarante ans, c'est encore cet esprit et cette même tension qui sont nécessaires aux jeunes militants de l'unité européenne.

Qui étaient ces jeunes de l'université de Munich ?

Appartenant presque tous au *Jungenschaft*, associations de jeunes d'inspiration catholique, ils décidèrent, à peine sortis de l'adolescence, que face à la progression de la barbarie nazie, qui assujettissait le peuple allemand par la propagande, il fallait résister, ne pas renoncer aux principes de liberté, de tolérance et de solidarité de la culture démocratique. Inge, mieux que quiconque, peut dire qui étaient Hans, Sophie et leurs amis. « Le groupe partait souvent en week-end et les garçons étaient habitués, même par un froid très vif, à dormir dans des tentes copiées sur celles des Lapons du grand Nord. Assis autour du feu, ils lisaient à haute voix, ou chantaient, s'accompagnant à la guitare, au banjo ou à la balalaïka. Ils collectionnaient les chants de tous les peuples et écrivaient eux-mêmes les

paroles de leurs hymnes solennels ou de chansons gaies. Ils faisaient de la peinture, de la photographie, rédigeaient des poèmes, et composaient de tous leurs souvenirs de splendides livres de voyages et des revues. En hiver ils grimpaient sur les sommets perdus, dévalaient les pentes en skis, au risque de se rompre les os ; ils aimaient au petit matin, faire de l'escrime ; ils emportaient toujours des livres avec eux, des ouvrages importants où ils découvraient une nouvelle expérience intérieure et par lesquels ils apprenaient à se connaître. Sérieux et réservés, ils avaient une tournure d'esprit originale, la raillerie facile et une bonne dose d'humour.

Farouchement libres, ils chassaient dans les bois, ils se jetaient dès l'aurore dans l'eau glacée des rivières, observaient pendant des heures, étendus à plat ventre, les bêtes sauvages et les oiseaux. Ils allaient ensemble au concert, au cinéma ou au théâtre ; ils visitaient, en marchant sur la pointe des pieds, les trésors des musées. La cathédrale n'avait plus de secret pour eux. Ils avaient escaladé ses tours avec une audace de casse-cou. Ils aimaient les chevaux bleus de Franz Marc, les champs de blé et les soleils irradiés de Van Gogh, l'univers exotique de Gauguin » (*op. cit.*, p. 33-35. Pour ces jeunes, qui étaient nés et avaient grandi sur le haut plateau souabe, la communauté - *Gemeinschaft* - était la structure sociale fondamentale et naturelle qui s'identifiait avec la patrie - *Heimat* ; penser à leur patrie évoquait pour eux « la bonne odeur de mousse, de terre humide et de pommes », *op. cit.*, p. 22).

Les autres membres du groupe ne différaient pas des frères Scholl. Ils s'étaient rencontrés au cours des premiers mois 1942, à l'Université de Munich. Alex Schmorell, élégant, plein de fantaisie, brillant ; Christl Probst, passionné par l'étude de la nature ; Willi Graf, taciturne et introverti, qui à quinze ans avait noté dans son journal : « quoi qu'il advienne nous nous en tiendrons à nos idées ».

Ils formaient un groupe « naturel ». Aux parcours individuels pratiquement identiques. Ils étaient tous étudiants en médecine, délibérément, pour échapper au contrôle idéologique du régime ; s'ils avaient pu choisir librement, ils auraient tous étudié la philosophie. Ils s'étaient d'abord formés au contact des grands penseurs allemands, Keller, Goethe, Schiller, puis à celui des philosophes de l'antiquité, Socrate, Platon, ainsi que des premiers philosophes chrétiens ; ils avaient lu aussi Saint Augustin, Pascal..., sans oublier la pensée moderne : Holderlin, Rielke, Nietzsche, Stefan George, Theodor Haecker... En outre, Hans et Willi avaient déjà connu la prison, durant quelques semaines, lors de la vague d'arrestation qui en 1938 fit suite à la dissolution des organisations catholiques. L'idée les tourmentait de devoir faire quelque chose, de réveiller le peuple de la torpeur et de l'abjection dont il était atteint. La courageuse prise de position de l'Evêque de Munster contre les horreurs de la guerre et les persécutions du régime les aida à prendre la décision de passer à l'action.

A la fin du mois de juin 1942, des tracts, portant comme en-tête les **Manifestes de la Rose blanche**, sont distribués clandestinement à l'Université de Munich et dans d'autres villes de l'Allemagne du Sud, provoquant une grande émotion parmi les étudiants allemands. En quelques semaines, quatre tracts sont rédigés.

Dans le premier, on décrit l'état de passivité du peuple allemand (« le peuple allemand, selon Goethe, relève d'une essence tragique comparable à celle des grecs ou des juifs ») et on l'incite à s'opposer, à faire preuve de « résistance passive » sans attendre que quelqu'un donne le signal. La révolte sollicitée est d'ordre moral et individuel.

Dans le second, on met en exergue la culpabilité qui pèse sur le peuple qui assiste sans réagir au massacre des Juifs (« le sentiment d'une faute commune, d'une **complicité**. Il supporte ce prétendu gouvernement qui se charge d'une faute immense. Mais il ne faut pas se désolidariser des autres, chacun est **coupable, coupable, coupable !** »). Et l'on souhaite qu'une vague de rébellion gagne le pays tout entier, quel qu'en soit le prix à payer, parce que « si terrible que doive être la fin, elle est moins redoutable qu'une atrocité sans fin ».

Dans le troisième, on voit apparaître plus clairement un contenu politique qui s'ajoute à l'aspect moral de la révolte, prépondérant jusqu'alors. On rompt de manière définitive avec le loyalisme avec l'Etat en souhaitant sa défaite militaire (il convient de rappeler que même ceux qui s'opposaient au nazisme en Allemagne n'en venaient pas à souhaiter la défaite de leur pays) : « l'objectif premier des Allemands doit être la défaite des nazis, et non pas la victoire militaire contre le bolchevisme. La lutte contre le nazisme doit **absolument** venir en premier plan ». Ainsi, on suggère « le sabotage dans les fabriques d'armement..., dans tous les domaines économiques et culturels..., les instituts de recherche, les services techniques ».

Dans le quatrième, on voit apparaître pour la première fois l'idée de l'Europe, fruit de la chrétienté et de son action pacificatrice : « ... seule la religion peut réveiller la conscience de l'Europe »... si tout à coup « l'Europe ressuscitait, un Etat supranational (*ein Staat der Staaten*) et une science politique... est-ce que la hiérarchie devrait être encore le principe d'un groupement d'Etats (*Staatenvereins*) ? » (en l'absence d'une connaissance théorique du fédéralisme, dans la tradition de l'Europe continentale, l'union entre peuples n'était vue que comme une union « forcée », fondée sur le principe de l'hégémonie d'un Etat sur tous les autres. Les auteurs du tract, avec cette citation tirée de Novalis, l'un des représentants du romantisme allemand, doutent justement que cette hiérarchie soit la seule forme d'union possible. Pour les citations des tracts, cf. *ibidem*, p. 128-144).

A la fin du mois de juillet, Hans Scholl, Alex Schmorell, Willi Graf partent pour le front russe, enrôlés dans les services sanitaires. Avant leur départ, ils décident qu'à leur retour « ces efforts malgré tout limités devraient s'organiser en une systématique action de Résistance... ». Ils se mirent d'accord pour agrandir leur groupe (*ibidem*, p.

64). A cette réunion participait Kurt Huber, professeur de philosophie et de psychologie de l'Université de Munich, tenu en grande estime pas les étudiants qui se pressaient à ses cours. On peut supposer qu'il a été l'artisan de la maturation politique du groupe vers des positions ouvertement fédéralistes. Il ressort en effet, d'après les actes du procès, qu'il faisait « des discours sur le fédéralisme comme étant une nécessité pour l'Allemagne plutôt que d'enseigner le national-socialisme... » (cf. collectif, *Gewalt und Gewissen - Willi Graf und die « Weisse Rose »* - Herder Freiburg-Basel-Wien). Inge Scholl se souvient également que Huber soutenait l'idée qu'il fallait « renverser cette tyrannie, pour nous unir ensuite avec les autres peuples de l'Europe et construire une société nouvelle où les nations seront soeurs et non plus ennemies » (Inge Scholl, *op. cit.*, p. 65).

En novembre 1942, les principaux représentants du groupe reviennent du front, animés de la volonté d'agir. Des rapports se nouent avec d'autres opposants (le groupe du « 20 juillet » qui plus tard essayera sans succès d'assassiner Hitler), tandis qu'on assiste dans différentes casernes et dans le pays aux premiers actes de sabotage.

Au début du mois de janvier 1943, le groupe publie un document, rédigé vraisemblablement par le professeur Huber (cf. collectif, *Gewalt und Gewissen, op. cit.*, p. 172), intitulé **Tract du Mouvement de Résistance** (avec en sous-titre « Appel à tous les Allemands »), comme s'il voulait signifier que « la Rose blanche » tendait à se transformer (ou était en train de se transformer) en un véritable mouvement de résistance. La diffusion en fut massive : Munich, Francfort, Stuttgart, Fribourg, Mannheim, Sarrebruck, Vienne, Salzbourg, Linz, Karlsruhe, etc.

Cela constitue le document de plus haut niveau politique. On reprend succinctement les thèmes des tracts précédents (désormais la guerre est perdue, l'objectif est la défaite du nazisme, il faut se révolter avant qu'il ne soit trop tard), et surtout on voit apparaître pour la première fois des idées européistes et fédéralistes. « D'où qu'elle vienne la puissance impérialiste ne doit plus jamais s'instaurer dans l'Etat. Un militarisme prussien ne doit plus jamais parvenir au pouvoir. Les peuples européens auront à se connaître et à s'unir pour jeter les bases d'un relèvement commun... ».

Il apparaît clairement que l'Etat national est tenu pour responsable de la centralisation étatique, de l'idéologie nationale, du militarisme et de l'impérialisme. La proposition d'une alternative apparaît tout aussi clairement : « L'Allemagne future ne peut être que fédérale. Seule une conception saine, et fédérale de l'Etat donnera une nouvelle vie à l'Europe affaiblie. Un socialisme bien compris libérera la classe des travailleurs de la plus basse forme d'esclavage qui est la sienne. L'économie particulariste doit cesser en Europe. Chaque peuple, chaque individu a droit aux richesses du monde » (Inge Scholl, *op. cit.*, p. 149).

Par souci de vérité historique, il serait intéressant de savoir comment l'idée d'un futur ordre fédéral pour l'Europe a pu se développer, durant cette période, même en Allemagne. Est-ce que cela fut le résultat de la production solitaire du professeur Huber, kantien convaincu, ou bien l'écho d'une pensée et d'un débat qui circulait, à cette époque déjà, dans d'autres pays européens ?

Cependant, cette nouveauté théorique de la Résistance allemande n'eut pas le temps de se développer : le 18 février, Hans et Sophie (et plus tard tous les autres) furent arrêtés alors qu'ils distribuaient le dernier tract dans les couloirs de l'Université, un tract directement adressé aux étudiants qui, quelques jours auparavant, avaient manifesté dans les rues de Munich et s'étaient violemment opposés aux agents de la Gestapo. Immédiatement jugés, ils furent tous les six condamnés à mort. Trois d'entre eux furent décapités aussitôt : Hans et Sophie Scholl et Christl Probst. Leur exécution fut annoncée à Munich par de grandes affiches. Puis ce fut le tour du professeur Huber et d'Alex Schmorell. Enfin le 12 octobre, Willi Graf fut exécuté après des mois d'interrogatoire et d'isolement dans une cellule.

Ainsi que l'écrivit Altiero Spinelli, « la brève et héroïque aventure de 'la Rose blanche' constitue le plus beau et le plus pur chapitre de la Résistance allemande. Ici, point de calculs de partis, passés ou futurs, point de savantes méditations sur le possible, le probable ou l'improbable ; aucune hésitation paralysante face au mythe de la patrie en guerre qu'on ne doit pas frapper. Il n'y a que le pur et le simple courage moral qui après avoir déterminé la bonne et juste voie décide de la suivre et la suit avec fermeté jusqu'à la fin ». (*Terzo programma*, fasc. 1, 1962, p. 75). Plus de quarante ans après, la lutte pour la fédération ne passe plus par la défaite d'expériences monstrueuses comme celles du nazisme et du fascisme, mais plus « simplement » par la disparition de ce qui en a été le berceau : « la souveraineté absolue de l'Etat national ».

L'esprit, la volonté morale et politique des jeunes gens de la « Rose blanche » sont encore un exemple et un phare pour la poursuite de la lutte qui nous lie à eux.

Antonio Longo

L'Europe des régions : du mythe aux réalités

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro le colloque réuni sur ce thème par la fédération Régions et peuples solidaires (RPS) qui regroupe diverses organisations fédéralistes et régionalistes de l'hexagone.

Joseph Yacoub, professeur de sciences politiques à la Faculté catholique de Lyon, a pu y assister. Nous publions ci-dessous l'article qu'il a consacré à cette rencontre et qu'il nous a adressé.

UNITE DE L'EUROPE DANS SA DIVERSITE

JOSEPH YACOUB

L'Europe a vu successivement la naissance, le développement et le triomphe de l'Etat-nation. Aujourd'hui elle vit sa crise et l'effritement des sentiments nationaux, qui vraisemblablement s'accroîtra au fil des années à venir avec le développement du communalisme, du provincialisme, du régionalisme identitaire et de l'autonomisme en général.

Les Etats-nations, jadis inexpugnables, sont en train de perdre progressivement certains de leurs titres de noblesse dont ils étaient longtemps parés, au profit de la polyarchie et de la polyethnicité, des régions, des communes et des identités locales. Et la construction européenne paradoxalement ne fait qu'accroître cette multiplicité. Ainsi sur vingt régions composant l'Italie, cinq bénéficient d'un statut spécial, l'Espagne reconnaît officiellement 4 langues (sur 8 langues) et 17 Communautés Autonomes, la Suisse 26 Cantons, l'Allemagne 16 Länder, l'Autriche 9 Länder, la Finlande deux langues officielles (finnois et suédois). L'Angleterre s'est engagée sur la voie de l'autonomisme gallois et écossais. Quant à la France, ses postulats stato-nationaux traditionnels ont montré leurs limites. Aussi peut-on dire que le discours français jacobin que nous qualifions de non situé, a engendré et déshistoricisé, à fait son temps. L'homme n'est pas un être insulaire. C'est un tout complexe.

C'est à ce propos que la Fédération Régions et Peuples solidaires conviait à une journée d'étude le 13 janvier 1998 à l'Assemblée Nationale (Paris) autour du thème : l'Europe des régions, du mythe aux réalités.

Durant la matinée, on a eu tour à tour des exposés instructifs sur l'Europe des langues

respectées, notamment sur le Pays de Galles, la Communauté autonome d'Euskadi (Pays basque), la Generalitat de Catalogne, un tableau général des langues moins répandues en Europe et sur l'action des institutions européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe) dans ce domaine.

L'après-midi était consacré au thème : régions, nations et Europe fédérale, avec des exposés très intéressants et éclairants sur la Catalogne, le Pays basque espagnol et le val d'Aoste.

Les exposés des différents intervenants ont suscité l'intérêt du public et provoqué un débat animé.

Ce colloque a permis de mettre en exergue la législation et le statut dont bénéficient des langues minoritaires de pays proches de la France, des populations à culture spécifique et leurs territoires.

Saluons cette heureuse initiative de Christian Guyonvarc'h, secrétaire général de Régions et Peuples solidaires.

- L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE de Ferdinand Kinsky, Presses d'Europe, Lausanne, Nice, octobre 1997.

Directeur Général du centre international de formation européenne (CIFF), Ferdinand Kinsky brosse un tableau magistral de l'unification allemande et de la politique européenne de l'Allemagne depuis le deuxième après-guerre. Il aborde également le thème du fédéralisme allemand ainsi que la problématique de l'unification politique de l'Europe jusqu'au traité d'Amsterdam.